étaient presque invariablement couronnées de succès, chaque fois qu'ils faisaient appel à la justice de l'Angleterre. Elle céda probablement avec répugnance; il est bien permis de croire que l'intérêt politique était le principal mobile de ses concessions; mais, quoiqu'il en soit, le résultat cherché n'en était pas moins obtenu.

L'administration du nouveau gouverneur, qui ne dura que deux ans, fut une période d'accalmie. Il ratifia l'élection du président de la Chambre, fit abandonner les procès politiques commencés, modéra la presse officielle, et s'appliqua à apaiser les esprits surexcités par les violences et les provocations de son prédécesseur. Il laissa à la Chambre le vote des sommes nécessaires pour le service public; à l'exception du salaire du gouverneur et des juges.

On peut donc dire que la fameuse question des subsides était enfin réglée, et que la légère réserve qui était faite ne justifiait pas la continuation de la lutte sur ce terrain. La Chambre sembla le comprendre et l'admettre, puisqu'elle accepta, du moins provisoirement, le compromis offert. Cependant la pacification était plus éloignée que jamais, et la lutte recommença immédiatement sur un autre point.

Les Canadiens avaient demandé à Londres une autre réforme importante: la modification de la composition des Conseils législatif et exécutif. Consulté sur ce point, Kempt répondit aux ministres qu'il n'était pas expédient de faire des changements notables. A cette nouvelle, les habitants de plusieurs comtés tinrent une grande assemblée, et censurèrent la dépêche du gouverneur. Celui-ci, effrayé des difficultés qui l'attendaient, demanda et obtint son rappel (1830).

Lord Aylmer succéda à Kempt en 1830, et réunit le Parlement en janvier 1830.

Nous ne pouvons mieux faire ici, que de reproduire textuellement les paroles d'un ancien professeur pour qui l'histoire du Canada n'avait guère de secrets.

Lord Aylmer fit à la Chambre une communication importante: l'Angleterre consentait à abandonner le contrôle de tous les revenus, excepté celui des domaines de la Couronne, moyennant une liste civile de £19.000 votés pour la vie du roi. C'était une offre très raisonnable que la prudence conseillait d'accepter; malheureusement, les membres la repoussèrent;